

DEPARTEMENT DE LA GUYANE FRANCAISE

COMMUNE DE KOUROU

**REGLEMENT DU SERVICE DE
DISTRIBUTION D'EAU POTABLE**

TABLE DES MATIERES

- CHAPITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 - OBJET DU REGLEMENT	3
ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU SERVICE	3
ARTICLE 3 - MODALITES DE FOURNITURE DE L'EAU	3
ARTICLE 4 - DEFINITION DU BRANCHEMENT	3
ARTICLE 5 - CONDITIONS D'ETABLISSEMENT ET D'ENTRETIEN DU BRANCHEMENT	3

- CHAPITRE II - ABONNEMENTS

ARTICLE 6 - DEMANDE DE CONTRAT D'ABONNEMENT	4
ARTICLE 7 - REGLES GENERALES CONCERNANT LES ABONNEMENTS ORDINAIRES	4
ARTICLE 8 - CESSATION, MUTATION ET TRANSFERT DES ABONNEMENTS ORDINAIRES	5
ARTICLE 9 - ABONNEMENTS ORDINAIRES	5
ARTICLE 10 - ABONNEMENTS SPECIAUX	5
ARTICLE 11 - ABONNEMENTS TEMPORAIRES	6
ARTICLE 12 - ABONNEMENTS PARTICULIERS POUR LUTTE CONTRE L'INCENDIE	6

- CHAPITRE III - BRANCHEMENTS, COMPTEURS ET INSTALLATIONS INTERIEURES

ARTICLE 13 - MISE EN SERVICE DES RACCORDEMENTS ET COMPTEURS	6
ARTICLE 14 - INSTALLATIONS INTERIEURES DE L'ABONNE - FONCTIONNEMENT - REGLES GENERALES	6
ARTICLE 15 - INSTALLATIONS INTERIEURES DE L'ABONNE - CAS PARTICULIERS	7
ARTICLE 16 - INSTALLATIONS INTERIEURES DE L'ABONNE - INTERDICTIONS	7
ARTICLE 17 - MANOEUVRE DES ROBINETS SOUS BOUCHE A CLE ET DEMONTAGE DES BRANCHEMENTS	7
ARTICLE 18 - COMPTEURS : RELEVES, FONCTIONNEMENT, ENTRETIEN	7
ARTICLE 19 - COMPTEURS, VERIFICATION	8

- CHAPITRE IV - PAIEMENTS

ARTICLE 20 - PAIEMENT DU RACCORDEMENT ET DU COMPTEUR	8
ARTICLE 21 - PAIEMENT DES FOURNITURES D'EAU	9
ARTICLE 22 - FRAIS DE FERMETURE ET REOUVERTURE DU BRANCHEMENT	9
ARTICLE 23 - PAIEMENT DES PRESTATIONS ET FOURNITURES D'EAUX RELATIVES AUX ABONNEMENTS TEMPORAIRES	9
ARTICLE 24 - REGIME DES EXTENSIONS ET RENFORCEMENTS REALISEES SUR L'INITIATIVE DES PARTICULIERS	9

- CHAPITRE V - INTERRUPTIONS ET RESTRICTIONS DU SERVICE DE DISTRIBUTION

ARTICLE 25 - INTERRUPTION RESULTANT DE CAS FORCE MAJEUR ET DE TRAVAUX	9
ARTICLE 26 - RESTRICTIONS A L'UTILISATION DE L'EAU ET MODIFICATIONS DES CARACTERISTIQUES DE DISTRIBUTION	10
ARTICLE 27 - CAS DU SERVICE DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE	10

- CHAPITRE VI - DISPOSITIONS D'APPLICATION

ARTICLE 28 - DATE D'APPLICATION	10
ARTICLE 29 - MODIFICATION DU REGLEMENT	10
ARTICLE 30 - CLAUSES D'EXECUTION	10

- CHAPITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 - OBJET DU REGLEMENT

En vertu du Contrat d'Affermage intervenu entre la commune de KOUROU, désignée dans le texte du présent règlement par le vocable « La Collectivité », et la Société Guyanaise des Eaux (S.G.D.E.), cette dernière prend la qualité de « Service des Eaux » pour l'exécution du présent règlement qui a reçu l'agrément de la Collectivité.

Le présent règlement a pour objet de définir les conditions et modalités suivant lesquelles est accordé l'usage de l'eau du réseau de distribution.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU SERVICE

Le Service des Eaux est tenu de fournir de l'eau à tout candidat à l'abonnement selon les modalités prévues à l'article 6 ci-après.

Il est responsable du bon fonctionnement du service.

Les raccordements et les compteurs sont établis sous la responsabilité du Service des Eaux, de manière à permettre leur fonctionnement correct dans des conditions normales d'utilisation.

Il est tenu, sauf cas de force majeure, d'assurer la continuité du service.

Le Service des Eaux est tenu de fournir une eau présentant constamment les qualités imposées par la réglementation en vigueur.

Toutefois, lors de circonstances exceptionnelles dûment justifiées (force majeure, travaux, incendie), le service sera exécuté selon les dispositions des articles 26 à 27 du présent règlement.

Le Service des Eaux est tenu d'informer la Collectivité et la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de toute modification de la qualité de l'eau pouvant avoir des répercussions sur la santé des usagers soit directement, soit indirectement par les différentes utilisations qui peuvent en être faites (bain, arrosage, etc...).

Tous justificatifs de la conformité de l'eau à la réglementation en matière de potabilité sont mis à la disposition de tout abonné qui en fait la demande, soit par le service des eaux, soit par le Maire de la Commune responsable de l'organisation du service de distribution d'eau, soit par le préfet du département, dans les conditions prévues par la législation.

Ces justificatifs sont assortis de commentaires propres à éclairer utilement l'abonné.

ARTICLE 3 - MODALITES DE FOURNITURE DE L'EAU

Tout usager éventuel désireux d'être alimenté en eau potable doit souscrire auprès du Service des Eaux un contrat d'abonnement sous la forme d'une facture contrat dont le paiement constituera accord sur les conditions du service.

La fourniture d'eau se fait uniquement au moyen de branchements munis de compteurs.

Pour les usagers déjà desservis, le paiement de la première facture de 2004 constituera accord sur les conditions du service.

ARTICLE 4 - DEFINITION DU BRANCHEMENT

Le branchement comprend depuis la canalisation publique, en suivant le trajet le plus court possible :

- * la prise d'eau sur la conduite de distribution publique,
- * le robinet d'arrêt sous bouche à clé,
- * la canalisation de branchement avant compteur située tant sous le domaine public que privé,
- * le robinet avant compteur,
- * le compteur,
- * le clapet anti-retour,
- * le robinet général après compteur que l'abonné doit faire installer à ses frais.

ARTICLE 5 - CONDITIONS D'ETABLISSEMENT ET D'ENTRETIEN DU BRANCHEMENT

Un branchement sera établi pour chaque immeuble.

Toutefois, sur décision du service des eaux, dans le cadre d'un immeuble collectif, il pourra être établi.

- * soit un seul branchement équipé d'un compteur,
- * soit plusieurs branchements distincts munis chacun d'un compteur.

Pour les immeubles collectifs alimentés par un seul branchement muni d'un compteur général, il sera facturé à l'abonné souscripteur, la redevance forfaitaire semestrielle prévue à l'article 9 ci-après pour chaque logement, la première tranche tarifaire tiendra compte, comme pour la redevance forfaitaire semestrielle, du nombre de logements.

De même, les immeubles indépendants, même contigus, doivent disposer chacun d'un branchement, sauf s'il s'agit des bâtiments d'une même exploitation agricole, industrielle ou artisanale, ou des bâtiments situés sur une même propriété et ayant le même occupant.

Le Service des Eaux valide le tracé et le diamètre du branchement proposé par l'abonné et fixe en concertation avec l'abonné le calibre et l'emplacement du compteur.

Si, pour des raisons de convenance personnelle ou en fonction de conditions locales et particulières d'aménagement de la construction à desservir, l'abonné demande des modifications aux dispositions arrêtées par le Service des Eaux, celui-ci peut lui donner satisfaction sous réserve que l'abonné prenne à sa charge le supplément de dépenses d'installation et d'entretien en résultant. Le Service des Eaux demeure toutefois libre de refuser ces modifications si elles ne lui paraissent pas compatibles avec les conditions d'exploitation et d'entretien du branchement.

Tous les travaux d'installation de branchement, qui ne sont pas réalisés par la Collectivité, sont exécutés pour le compte de l'abonné et à ses frais par l'entreprise de son choix. Toutefois, la connexion de ces ouvrages à la canalisation publique, la fourniture et la pose des compteurs sont exécutés par le Service des Eaux et à la charge de l'abonné.

En cas d'appel à l'entrepreneur de son choix pour les travaux de branchement, l'abonné devra obtenir l'accord préalable écrit de la Collectivité. Il devra faire son affaire de toutes les autorisations nécessaires et respecter les conditions techniques d'établissement du réseau. Pendant la durée des travaux, la responsabilité du Service des Eaux ne pourra en aucun cas être recherchée à l'occasion de l'exécution de ceux-ci.

Par la suite, lorsque les travaux seront terminés, le Service des Eaux ne pourra voir sa responsabilité engagée au titre d'une mauvaise tenue du remblai ou des conséquences de celle-ci, telle qu'une déformation des revêtements de chaussée, l'abonné restant en tout état de cause responsable des travaux réalisés à son initiative.

Le Service des Eaux ou l'Entreprise agréée par lui et par la Collectivité présente à l'abonné un devis détaillé des travaux de raccordement et de fourniture et pose du compteur.

Le Devis précise les délais d'exécution de ces travaux.

Pour sa partie située jusqu'au compteur inclus, le branchement est la propriété de la Collectivité et fait partie intégrante du réseau. Le Service des Eaux prend à sa charge les réparations et les dommages pouvant résulter de l'existence de cette partie du branchement depuis la prise en charge jusqu'au compteur ce dernier étant placé en limite de propriété. Dans l'hypothèse où le compteur n'est pas placé en limite de propriété et si un litige survient entre l'abonné et le Service des Eaux sur la partie située entre la limite de propriété et le compteur, le Service des Eaux peut procéder d'office au déplacement du compteur en limite de propriété. En cas d'incident (fuite) le Service des Eaux doit en être informé et réalisera à sa charge les travaux sauf s'il apparaît que ceux-ci résultent d'une faute de l'abonné. Les branchements déjà existants non conformes à cette disposition pourront être modifiés par le Service des Eaux et aux frais des abonnés sur la base d'un devis détaillé qui leur sera adressé.

Pour sa partie située après compteur, la garde et la surveillance du branchement sont à la charge de l'abonné. Ce dernier supporte les dommages pouvant résulter de l'existence de cette partie du branchement. En outre l'abonné aura à sa charge les frais d'entretien, de déplacement ou de modification pouvant résulter de l'existence de cette partie du branchement.

Pour réparer cette partie, l'abonné à qui est facturé le coût des interventions peut faire appel au Service des Eaux ou à l'une des entreprises agréées par lui ou par la Collectivité.

- CHAPITRE II - ABONNEMENTS

ARTICLE 6 - DEMANDE DE CONTRAT D'ABONNEMENT

Les abonnements sont accordés aux propriétaires et usufruitiers des immeubles ainsi qu'aux locataires ou occupants de bonne foi.

La fourniture de l'eau devra être assurée par le Service des Eaux dans un délai de 3 jours ouvrés suivant la souscription du contrat d'abonnement, s'il s'agit de branchements existants et dans un délai de 15 jours ouvrables à compter de la mise en conformité de l'installation privée de l'abonné, le cas échéant, et de l'obtention de toutes les autorisations nécessaires s'il s'agit d'un branchement neuf.

Pour les branchements nécessitant une extension ou un renforcement, le délai de fourniture sera apprécié pour chaque cas particulier.

Le Service des Eaux peut surseoir à accorder un abonnement ou limiter le débit du branchement si l'implantation de l'immeuble ou la consommation nécessite la réalisation d'un renforcement ou d'une extension de canalisation.

Avant de raccorder définitivement un immeuble neuf, le Service des Eaux peut exiger du pétitionnaire la preuve qu'il est en règle avec les règlements d'urbanisme et avec le règlement sanitaire.

ARTICLE 7 - REGLES GENERALES CONCERNANT LES ABONNEMENTS ORDINAIRES

Les abonnements ordinaires sont souscrits pour une période de six mois et se renouvellent par tacite reconduction par période de six mois.

La prime fixe, qui correspond aux charges fixes du Service, est payable semestriellement et d'avance. Les m³ réellement consommés sont constatés annuellement et payables à terme échu. Toutefois, dans le cas d'une facturation fractionnée, une consommation intermédiaire estimée est facturée aux abonnés.

La souscription d'un contrat d'abonnement en cours de semestre entraîne le paiement de la prime fixe d'avance pour le semestre considéré, le volume d'eau réellement consommé étant facturé en fin de période. La prime fixe est calculée proportionnellement au temps écoulé entre le 1^{er} du mois de la mise en eau du branchement et jusqu'à la fin du semestre en cours, celle-ci étant décomptée en mois entiers.

La résiliation d'un contrat d'abonnement en cours de semestre entraîne le paiement de la prime fixe au prorata temporis et le paiement du volume d'eau réellement consommé.

Lors de la souscription de son abonnement, l'abonné pourra prendre connaissance des tarifs en vigueur. Ces tarifs précisent la part de la recette revenant à chacun des intervenants.

Les modifications du tarif sont portées à la connaissance de chaque abonné par une information écrite, par exemple sur les factures, ou encore par voie de presse.

Tout abonné peut, en outre, consulter les délibérations fixant les tarifs ainsi que le contrat, s'il y a lieu au siège de la Collectivité ou dans les bureaux du Service des Eaux.

ARTICLE 8 - CESSATION, MUTATION ET TRANSFERT DES ABONNEMENTS ORDINAIRES

L'abonné ne peut renoncer à son abonnement qu'en, avertissant par lettre recommandée le Service des Eaux dix jours au moins avant la fin du semestre en cours, ou avant son départ en cours de semestre. A défaut de cet avertissement, l'abonnement se renouvelle de plein droit par tacite reconduction. Lors de la cessation de l'abonnement, le branchement est fermé et le compteur peut être enlevé. Les frais de fermeture sont à la charge de l'abonné dans les conditions prévues à l'article 22.

Si, après cessation de son abonnement sur sa propre demande, un abonné sollicite, dans un délai inférieur à un an par rapport à la fin de l'abonnement précédent, la réouverture du branchement et la réinstallation du compteur, le Service des Eaux peut exiger, en sus des frais de réouverture de branchement et de réinstallation du compteur, le paiement de la ou des primes fixes pendant la période d'interruption.

En cas de changement d'abonné, pour quelque cause que ce soit, le nouvel abonné est substitué à l'ancien, sans frais autres que ceux prévus par le présent règlement.

L'ancien abonné où, dans le cas de décès, ses héritiers ou ses ayants-droit restent responsables vis-à-vis du Service des Eaux de toutes sommes dues en vertu de l'abonnement initial.

En aucun cas, un nouvel abonné ne pourra être tenu responsable des sommes dues par le précédent abonné.

ARTICLE 9 - ABONNEMENTS ORDINAIRES

Les abonnements ordinaires individuels sont soumis aux tarifs négociés entre la Collectivité et le Service des Eaux. Ces tarifs comprennent :

- * Une redevance forfaitaire semestrielle (prime fixe),
- * Une redevance au mètre cube correspondant au volume d'eau réellement consommé et payable à terme échu en fin d'année. Toutefois, une consommation estimée est facturée aux abonnés.
- * La part collectivité, les taxes et redevances que les dispositions légales mettent à la charge des abonnés.

Modalités de la facturation

1ère Facturation de l'année N à partir du 1er Avril

- * Calcul et facturation d'une consommation estimée égale à 40 % de la consommation de l'année N - 1.
- * La facturation comporte également la prime fixe semestrielle au titre du second semestre de l'année N

2ème Facturation de l'année N à partir du 1er Octobre

- * Relevé des compteurs.
- * Calcul de la consommation réelle de l'année N.
- * Facturation de la consommation, calculée à partir de la consommation réelle de l'année N, diminuée du volume déjà facturé lors de la 1ère facturation de l'année.
- * La facturation comporte également la prime fixe semestrielle du premier semestre de l'année N + 1.

ARTICLE 10 - ABONNEMENTS SPECIAUX

Le Service des Eaux peut avec l'accord de la Collectivité consentir à certains abonnés, dans le cadre de conventions particulières, un tarif différent de celui défini à l'article précédent. Dans ce cas, il sera tenu de faire bénéficier des mêmes conditions les usagers placés dans une situation identique à l'égard du Service.

Le Service des eaux se réserve le droit de fixer, si les circonstances l'y obligent, une limite maximale aux quantités d'eau fournies aux abonnés spéciaux, ainsi que d'interdire temporairement certains usages de l'eau excepté les cas prévus par la législation en vigueur ou d'imposer la construction d'un réservoir.

Peuvent faire l'objet d'abonnements spéciaux donnant lieu à des conventions particulières :

1/ les abonnements dits « abonnements communaux » correspondant aux consommations des ouvrages et appareils publics (bornes-fontaines, fontaines et prises publiques, lavoirs, abreuvoirs, urinoirs publics, bouches de lavage, d'arrosage, et d'incendie, réservoirs de chasse des égouts).

Les établissements publics scolaires, hospitaliers ou autres font l'objet d'abonnements ordinaires, ou d'abonnements spéciaux lorsque l'importance de la consommation le justifie.

2/ Dans la mesure où les installations du service permettent de telles fournitures, des abonnements spéciaux dits « de grande consommation » peuvent être accordés, notamment à des industries, pour fourniture de quantités d'eau importantes hors du cas général prévu à l'article ci-dessus.

3/ Des abonnements spéciaux peuvent également être accordés à des abonnés disposant de branchements multiples dans des immeubles distincts pour des besoins ressortissant à la même activité agricole, artisanale, commerciale ou industrielle.

Le service des eaux se réserve le droit de fixer, si les circonstances l'y obligent, une limite maximale aux quantités d'eau fournies aux abonnés spéciaux des types 2 et 3 ci-dessus ainsi que d'interdire temporairement certains usages de l'eau ou d'imposer la construction d'un réservoir.

4/ Des abonnements dits « abonnements d'attente », peuvent être demandés par des abonnés qui n'ont pas un besoin immédiat de fourniture d'eau, mais veulent faire exécuter la partie principale du branchement. Ces abonnements qui ne comportent pas de fourniture d'eau font l'objet de conventions spéciales, y compris la tarification. Ils sont obligatoirement transformés en l'un des autres types d'abonnement dans un délai fixé par la collectivité.

ARTICLE 11 - ABONNEMENTS TEMPORAIRES

Des abonnements temporaires (alimentation en eau d'entreprises de travaux, de forains, etc.) peuvent être consentis à titre exceptionnel, pour une durée limitée, sous réserve qu'il ne puisse en résulter aucun inconvénient pour la distribution d'eau.

Le Service des Eaux peut subordonner la réalisation des branchements provisoires pour abonnement temporaire au versement d'un dépôt de garantie à fixer dans chaque cas particulier.

Au cas où en raison du caractère temporaire des besoins en eau, l'aménagement d'un branchement spécial ne semblerait pas justifié, un particulier peut, après demande au Service des Eaux, être autorisé à prélever l'eau aux bouches de lavage par l'intermédiaire d'une prise spéciale, qui est installée par le Service des Eaux.

Les conditions de fourniture de l'eau, conformément au présent article, donnent lieu à l'établissement d'une convention spéciale.

ARTICLE 12 - ABONNEMENTS PARTICULIERS POUR LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Le service des eaux peut consentir, s'il juge la chose compatible avec le bon fonctionnement de la distribution, des abonnements pour lutter contre l'incendie, à la condition que les demandeurs souscrivent ou aient souscrit un abonnement ordinaire ou de grande consommation.

La résiliation de l'abonnement est faite d'office, en cas de cessation ou de non-paiement de l'abonnement ordinaire ou de grande consommation.

Les abonnements pour lutte contre l'incendie donnent lieu à des conventions spéciales qui en règlent les conditions techniques et financières.

Ces conventions définissent les modalités de fourniture d'eau et les responsabilités respectives des parties.

Elles précisent notamment les modalités et la périodicité selon lesquelles le bon état de marche des installations, y compris le débit et la pression prévus par l'abonnement, sera vérifié par l'abonné à ses frais.

Le débit maximal dont peut disposer l'abonné est celui des appareils installés dans sa propriété et coulant gueule bée. Il ne peut en aucun cas, pour essayer d'en augmenter le débit, aspirer mécaniquement l'eau du réseau.

L'abonné renonce à rechercher le service des eaux en responsabilité pour quelque cause que ce soit, en cas de fonctionnement insuffisant de ses propres installations, et notamment de ses prises d'incendie.

- CHAPITRE III - BRANCHEMENTS, COMPTEURS ET INSTALLATIONS INTERIEURES

ARTICLE 13 - MISE EN SERVICE DES RACCORDEMENTS ET COMPTEURS

La mise en service du raccordement ne peut avoir lieu qu'après paiement au Service des Eaux des sommes éventuellement dues pour son exécution, conformément à l'article 20 ci-après.

Les compteurs sont fournis, posés et entretenus en bon état de fonctionnement et d'étanchéité par le Service des Eaux.

Le compteur doit être placé en limite du domaine public de façon à être accessible facilement et en tout temps aux agents du Services des Eaux.

Si la distance séparant le domaine public des premiers bâtiments de l'abonné est jugée trop longue par le Service des Eaux, le compteur doit être posé dans une niche ou un regard.

Si le compteur est placé dans un bâtiment, la partie du branchement située dans ce bâtiment en amont du compteur doit rester accessible, afin que le Service des Eaux puisse s'assurer à chaque visite qu'aucun piquage illicite n'a été effectué sur ce tronçon de conduite.

Le type et le calibre des compteurs sont fixés par le Service des Eaux compte tenu des besoins annoncés par l'abonné, conformément aux prescriptions réglementaires relatives aux instruments de mesure.

Si la consommation d'un abonné ne correspond pas aux besoins qu'il avait annoncés, l'une des parties peut proposer à l'autre la signature d'un avenant à la demande d'abonnement portant remplacement du compteur par un matériel adapté aux nouveaux besoins de l'abonné. L'opération s'effectue aux frais de l'abonné.

L'abonné doit signaler sans retard au Service des Eaux tout indice d'un fonctionnement défectueux du branchement et du compteur.

ARTICLE 14 - INSTALLATIONS INTERIEURES DE L'ABONNE - FONCTIONNEMENT - REGLES GENERALES

Tous les travaux d'établissement et d'entretien de canalisations et appareils après le compteur sont exécutés par les installateurs particuliers choisis par l'abonné et à ses frais. Le Service des Eaux est en droit de refuser l'ouverture d'un branchement si les installations intérieures sont susceptibles de nuire au fonctionnement normal de la distribution. L'abonné est

seul responsable de tous les dommages causés à la Collectivité, aux agents du Service ou aux tiers tant par l'établissement que par le fonctionnement des ouvrages situés en aval du compteur dont il a la responsabilité.

Tout appareil qui constituerait une gêne pour la distribution ou un danger pour le branchement, notamment par coup de bélier, doit être immédiatement remplacé sous peine de fermeture du branchement. En particulier les robinets de puisage doivent être à fermeture suffisamment lente pour éviter tout coup de bélier. A défaut, le Service des Eaux peut imposer un dispositif anti-bélier.

Conformément au règlement sanitaire, les installations intérieures d'eau ne doivent pas être susceptibles, du fait de leur conception ou de leur réalisation, de permettre à l'occasion de phénomènes de retour d'eau, la pollution du réseau public d'eau potable par des matières résiduelles, des eaux nocives ou toute autre substance non désirable.

Lorsque les installations intérieures d'un abonné sont susceptibles d'avoir des répercussions nuisibles sur la distribution publique ou de ne pas être conformes aux prescriptions du règlement sanitaire départemental, le Service des Eaux, la direction des Affaires Sanitaires et Sociales ou tout autre organisme mandaté par la Collectivité peuvent, en accord avec l'abonné, procéder à leur vérification.

En cas d'urgence ou de risque pour la santé publique ils peuvent intervenir d'office, cette intervention pouvant prendre la forme d'une suspension de la fourniture d'eau.

Pour éviter les préjudices qui peuvent résulter des ruptures de tuyaux, notamment pendant l'absence des usagers, les abonnés peuvent demander au Service des Eaux, avant leur départ, la fermeture du robinet sous bouche à clé à leurs frais (dans les conditions prévues à l'article 22).

ARTICLE 15 - INSTALLATIONS INTERIEURES DE L'ABONNE - CAS PARTICULIERS

Tout abonné disposant à l'intérieur de sa propriété de canalisations alimentées par de l'eau ne provenant pas de la distribution publique doit en avertir le Service des Eaux. Toute communication entre ces canalisations et la distribution intérieure après compteur est formellement interdite et entraîne après mise en demeure préalable non suivie d'effet la suppression de la fourniture d'eau.

Dans le cas de branchements existants desservant des installations utilisant l'eau à des fins non domestiques et comportant des risques de contamination pour le réseau, le Service pourra prescrire la mise en place à l'aval immédiat du compteur d'un dispositif anti-retour bénéficiant de la marque NF antipollution ou agréé par l'autorité sanitaire. Ce dispositif sera installé aux frais de l'abonné qui devra en assurer la surveillance et le bon fonctionnement.

Pour raison de sécurité, l'utilisation des canalisations enterrées de la distribution publique pour constituer des prises de terre et l'utilisation des canalisations d'eau intérieures pour la mise à la terre des appareils électriques sont interdites.

Toute infraction aux dispositions de cet article entraîne la responsabilité de l'abonné et la fermeture de son branchement.

ARTICLE 16 - INSTALLATIONS INTERIEURES DE L'ABONNE - INTERDICTIONS

Il est formellement interdit à l'abonné :

1. D'user de l'eau autrement que pour son usage personnel et celui de ses locataires, et notamment d'en céder ou d'en mettre à la disposition d'un tiers sauf en cas d'incendie.
2. De pratiquer tout piquage ou orifice d'écoulement sur le tuyau d'amenée de son branchement depuis sa prise sur la canalisation publique jusqu'au compteur.
3. De modifier les dispositions du compteur, d'en gêner le fonctionnement, d'en briser les plombs ou cachets.
4. De faire sur son branchement des opérations autres que la fermeture ou l'ouverture des robinets d'arrêt ou du robinet de purge. L'abonné ayant la garde de la partie du branchement située après compteur, les mesures conservatoires qu'il peut être amené à prendre de ce fait ne sont pas visées, sous réserve qu'il en ait immédiatement averti le Service des Eaux.
5. D'aspirer mécaniquement l'eau du réseau en vue d'essayer d'en augmenter le débit.

Toute infraction au présent article expose l'abonné à la fermeture immédiate de son branchement sans préjudice des poursuites que le Service pourrait exercer contre lui.

Toutefois, la fermeture du branchement doit être précédée d'une mise en demeure préalable de quinze jours notifiée à l'abonné, excepté le cas où la fermeture est nécessaire pour éviter des dommages aux installations, protéger les intérêts des autres abonnés ou faire cesser un débit.

ARTICLE 17 - MANOEUVRE DES ROBINETS SOUS BOUCHE A CLE ET DEMONTAGE DES BRANCHEMENTS

La manoeuvre du robinet sous bouche à clé de chaque branchement est uniquement réservée au Service des Eaux et interdite aux usagers. En cas de fuite dans l'installation intérieure, l'abonné doit, en ce qui concerne son branchement, se borner à fermer le robinet du compteur.

Le démontage partiel ou total du branchement ou du compteur ne peut être fait que par le Service des Eaux, aux frais du demandeur.

ARTICLE 18 - COMPTEURS : RELEVES, FONCTIONNEMENT, ENTRETIEN

Toutes facilités doivent être accordées au Service des Eaux pour le relevé du compteur qui a lieu une fois par an pour les abonnements ordinaires et dans les conditions prévues à leur contrat pour les abonnements spéciaux.

Ces relevés de compteurs doivent pouvoir s'effectuer en toute sécurité par les agents du Service des Eaux ; notamment les chiens devront être tenus ou placés dans un lieu fermé.

Si, à l'époque d'un relevé, le Service des Eaux ne peut accéder au compteur, il est laissé sur place, soit un avis de second passage, soit une carte-relevé que l'abonné doit retourner complétée au Service des Eaux dans un délai maximal de dix jours.

Si, lors de second passage, le relevé ne peut encore avoir lieu ou si la carte-relevé n'a pas été retournée dans le délai prévu, la consommation est provisoirement fixée au niveau de celle de l'année précédente : le compte est apuré ultérieurement à l'occasion du relevé suivant. En cas d'impossibilité d'accès au compteur lors du relevé suivant, le Service des Eaux est en droit d'exiger de l'abonné qu'il le mette en mesure, en lui fixant rendez-vous, de procéder contre remboursement des frais par l'abonné à la lecture du compteur, et ceci dans le délai maximum de trente jour, faute de quoi, de même qu'en cas de fermeture de la maison, le Service des Eaux est en droit de procéder à la fermeture du branchement.

En cas d'arrêt du compteur, la consommation pendant l'arrêt est calculée, sauf preuve contraire apportée par l'une ou l'autre des parties, sur la base de la consommation pendant la période correspondante de l'année précédente ou, à défaut, sur celle de l'année en cours, s'il y a eu mesure de consommation pendant un laps de temps nettement déterminé.

Dans le cas où l'abonné refuse de laisser faire les réparations jugées nécessaires au compteur et au robinet d'arrêt avant compteur, le Service des Eaux supprime immédiatement la fourniture de l'eau, tout en étant en droit d'exiger le paiement des redevances forfaitaires jusqu'à la fin de la période d'abonnement en cours.

Lorsqu'il réalise la pose d'un nouveau compteur et qu'il accepte l'ouverture d'un branchement, le Service des Eaux prend toutes dispositions utiles pour qu'une bonne protection du compteur contre le gel et les chocs puisse être réalisée dans des conditions climatiques normales de la région concernée.

Il informe par ailleurs l'abonné des précautions complémentaires à prendre pour assurer une bonne protection dans des circonstances particulières. Faute de prendre ces précautions, l'abonné serait alors responsable de la détérioration du compteur.

Ne sont réparés ou remplacés aux frais du Service des Eaux que les compteurs ayant subi des détériorations indépendantes du fait de l'usager et des usures normales.

Tout remplacement et toute réparation de compteur dont le plomb de scellement ou bague de plombage aurait été enlevé et qui aurait été ouvert ou démonté, ou dont la détérioration serait due à une cause étrangère à la marche normale d'un compteur (incendie, introduction de corps étrangers, carence de l'abonné dans la protection du compteur, chocs extérieurs, etc.) sont effectués par le Service des Eaux aux frais de l'abonné. Il est alors tenu compte de la valeur amortie du compteur.

Les dépenses ainsi engagées par le Service des Eaux pour le compteur d'un abonné font l'objet d'un mémoire dont le montant est recouvré dans les mêmes conditions que les factures d'eau.

ARTICLE 19 - COMPTEURS, VERIFICATION

Les compteurs sont vérifiés tous les 6 ans. Cependant, le Service des Eaux pourra procéder à la vérification des compteurs aussi souvent qu'il le juge utile. Ces vérifications ne donneront lieu à aucune allocation à son profit.

L'abonné a le droit de demander à tout moment la vérification de l'exactitude des indications de son compteur. Le contrôle est effectué sur place par le Service des Eaux en présence de l'abonné sous forme d'un jaugeage. En cas de contestation, l'abonné a la faculté de demander la dépose du compteur, en vue de son étalonnage.

La tolérance de l'exactitude est celle donnée par la réglementation en vigueur.

Si le compteur répond aux prescriptions visées à l'article 13, les frais de vérification sont à la charge de l'abonné. Ces frais sont fixés forfaitairement à la valeur de 36,6 Euros. Cette valeur sera révisée annuellement dans les conditions définies à l'article 33 du contrat d'affermage visé à l'article 1 du présent règlement, le prix de la période en cours étant en permanence à la disposition de l'abonné.

Si le compteur ne répond pas aux prescriptions réglementaires, les frais de vérification sont supportés par le Service des Eaux. De plus, la facturation sera, s'il y a lieu, rectifiée à compter de la date du précédent relevé. Le Service des Eaux a le droit de procéder à tout moment à ses frais à la vérification des indications des compteurs des abonnés.

- CHAPITRE IV - PAIEMENTS

ARTICLE 20 - PAIEMENT DU RACCORDEMENT ET DU COMPTEUR

Tout raccordement donne lieu au paiement par le demandeur du coût du raccordement au vu d'un devis établi par le Service des Eaux, sur la base du bordereau de prix préalablement accepté par la Collectivité.

Les compteurs sont fournis et posés par le service des eaux, aux frais des abonnés, sur la base du bordereau de prix préalablement accepté par la collectivité.

Conformément à l'article 13 ci-dessus, et sauf conditions particulières, la mise en service du branchement n'a lieu qu'après paiement des sommes dues.

ARTICLE 21 - PAIEMENT DES FOURNITURES D'EAU

Sauf disposition contraire, le montant des redevances doit être acquitté dans le délai maximal de vingt et un (21) jours suivant la date d'envoi des factures. Toute réclamation doit être adressée par écrit au Service des Eaux.

L'abonné n'est jamais fondé à solliciter une réduction de consommation en raison de fuites dans ses installations intérieures, car il a toujours la possibilité de contrôler lui-même la consommation indiquée par son compteur.

Si les redevances ne sont pas payées dans un délai de vingt et un (21) jours suivant la date d'envoi des factures, et si l'abonné ne peut apporter la preuve du bien-fondé de la réclamation, le service des eaux pourra engager les démarches nécessaires jusqu'à paiement des sommes dues (factures impayées, frais de rappel, frais de manœuvres des vannes pour limitation de débit, ...), quinze jours après notification de la mise en demeure sans préjudice des poursuites qui peuvent être exercées contre l'abonné.

Lorsque le non-paiement des factures a nécessité la mise en œuvre de la manœuvre des vannes pour limitation de débit, et dans le cas où l'abonné n'apporte pas la preuve de sa situation de précarité, le rétablissement du débit nominal du branchement est subordonné au paiement complet des sommes dues et d'une caution équivalente à 48,8 € toutes taxes et redevances incluses. Cette caution sera remboursée à la résiliation du contrat.

Les redevances sont mises en recouvrement par le Service des Eaux, habilité à en faire poursuivre le versement par tous moyens de droit commun.

ARTICLE 22 - FRAIS DE FERMETURE ET REOUVERTURE DU BRANCHEMENT

Les frais de fermeture et de réouverture du branchement sont à la charge de l'abonné. A titre de simplification et dans un esprit d'égalité de traitement, le montant de chacune de ces opérations est fixé forfaitairement par le tarif défini ci-après et qui distingue :

- * Une simple résiliation, une souscription d'un nouvel abonnement (article 8) ou une fermeture demandée en application du dernier alinéa de l'article 14 : 24,4 € toutes taxes et redevances incluses.
- * Une impossibilité de relevé du compteur ou un non-paiement des redevances, sauf le cas où la réclamation de l'abonné est justifiée : 48,8 € toutes taxes et redevances incluses.
- * Une réouverture d'un branchement fermé en application de l'article 16 : 122 € toutes taxes et redevances incluses.

Les valeurs ci-dessus s'entendent toutes taxes et redevances incluses aux conditions économiques connues le 1^{er} mai 2002. Ces valeurs seront révisées annuellement dans les conditions définies à l'article 33 du contrat d'affermage visé à l'article 1 du présent règlement, le prix de la période en cours étant en permanence à la disposition de l'abonné.

La fermeture du branchement ne suspend pas le paiement de la prime fixe, tant que l'abonnement n'a pas été résilié. Toutefois, la résiliation sera considérée comme prononcée à l'issue de la première période d'abonnement suivant la fermeture, sauf demande contraire de l'abonné.

ARTICLE 23 - PAIEMENT DES PRESTATIONS ET FOURNITURES D'EAUX RELATIVES AUX ABONNEMENTS TEMPORAIRES

Les frais de pose et d'entretien des tuyaux et du compteur, pour les abonnements temporaires, font l'objet de conventions spéciales avec le Service des Eaux et sont à la charge de l'abonné.

La fourniture de l'eau est facturée et payable dans les conditions fixées par les dites conventions ou, à défaut, par application de celles fixées aux articles 9 et 21.

ARTICLE 24 - REGIME DES EXTENSIONS ET RENFORCEMENTS REALISEES SUR L'INITIATIVE DES PARTICULIERS

Sans objet.

- CHAPITRE V - INTERRUPTIONS ET RESTRICTIONS DU SERVICE DE DISTRIBUTION

ARTICLE 25 - INTERRUPTION RESULTANT DE CAS FORCE MAJEUR ET DE TRAVAUX

D'une façon générale, le Service des Eaux ne peut être tenu responsable d'une perturbation de la fourniture due à un cas de force majeure.

Les abonnés utilisant de l'eau fournie par le réseau dans un processus continu de fabrication, devront disposer de réserves propres à pallier les éventuelles insuffisances du service.

Le Service des Eaux avertit les abonnés au moins 48 heures à l'avance lorsqu'il procède à des travaux de réparation ou d'entretien prévisibles.

En cas d'interruption de la distribution excédant quarante-huit heures consécutives, le Service des Eaux doit déduire de la facture de l'utilisateur la part de la prime fixe qui correspond à la période où l'utilisateur a été privé d'eau, sans préjudice des actions en justice que l'utilisateur pourrait tenter pour obtenir réparation des dommages causés par cette interruption.

ARTICLE 26 - RESTRICTIONS A L'UTILISATION DE L'EAU ET MODIFICATIONS DES CARACTERISTIQUES DE DISTRIBUTION

En cas de force majeure, notamment de pollution des eaux, le Service des Eaux a, à tout moment, le droit d'apporter en accord avec la Collectivité des limitations à la consommation d'eau en fonction des possibilités de la distribution, ou des restrictions aux conditions de son utilisation pour l'alimentation humaine ou les besoins sanitaires.

Dans l'intérêt général, la Collectivité se réserve le droit d'autoriser le Service des Eaux à procéder à la modification du réseau de distribution ainsi que la pression de service, même si les conditions de desserte des abonnés doivent en être modifiées, sous réserve que le Service des Eaux ait, en temps opportun, averti les abonnés des conséquences desdites modifications.

ARTICLE 27 - CAS DU SERVICE DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

En cas d'incendie ou d'exercices de lutte contre l'incendie, les abonnés doivent, sauf cas de force majeure, s'abstenir d'utiliser leur branchement.

En cas d'incendie et jusqu'à la fin du sinistre, les conduites du réseau de distribution peuvent être fermées sans que les abonnés puissent faire valoir un droit quelconque à dédommagement.

La manoeuvre des robinets sous bouche à clé et des bouches et poteaux d'incendie incombe aux seuls Service des Eaux et Service de protection ou de lutte contre l'incendie.

- CHAPITRE VI - DISPOSITIONS D'APPLICATION

ARTICLE 28 - DATE D'APPLICATION

Le présent règlement est mis en vigueur à compter de la date de la mise en vigueur du traité d'affermage.

ARTICLE 29 - MODIFICATION DU REGLEMENT

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées par l'Assemblée délibérante et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le règlement initial. Toutefois, ces modifications ne peuvent entrer en vigueur qu'après avoir été portées à la connaissance des abonnés.

Ces derniers peuvent user du droit de résiliation qui leur est accordé par l'article 8 ci-dessus. Les résiliations qui interviennent dans ces conditions ont lieu de part et d'autre sans indemnité.

ARTICLE 30 - CLAUSES D'EXECUTION

Le Maire, les agents du Service des Eaux habilités à cet effet et le Receveur de la Collectivité en tant que de besoin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement.

Délibéré et voté par la commune de KOUROU dans sa séance du 27 juin 2003

Pour la Collectivité, Le MAIRE,

Pour le Délégué, Le P.D.G.,